

Pourquoi le Journal

SEPT

a été supprimé



Pourquoi cette brochure ?

Pour éclairer les lecteurs de Sept. Ils ont droit à être renseignés car ils s'étaient donnés de tout cœur au journal.

Beaucoup nous blâmeront de cette publication. Mais s'il est permis à certains de calomnier des catholiques qui se vouent à la défense de la religion et de leur patrie, pourquoi ne serait-il pas permis aux calomniés d'exposer simplement les faits ?

Nous n'avons qu'un regret : beaucoup des renseignements que nous livrons à nos amis nous ont été donnés dans des conversations privées. Nous avons l'air de trahir des secrets. Que les dirigeants de Sept — qui ne sont pour rien dans la publication de cette brochure — nous excusent. Ces secrets ne leur appartiennent plus : l'histoire de Sept est un moment de l'histoire de la France religieuse. Souvent, d'ailleurs, nous n'avons fait que reproduire des pages déjà connues par la « Lettre de Juvisy ».

Mêlés, dès le début, à la propagande du journal — qu'ils ont tant aimé — les deux auteurs de cette brochure ont cru bien faire en notant, pour leurs amis, l'histoire de leurs espoirs et leur immense tristesse.



LA FONDATION DE « SEPT »

LA VIE INTELLECTUELLE

Sept a été fondé en 1934, sur le désir du Souverain Pontife.

Déjà, en 1928, sur un premier désir de Sa Sainteté, le P. Bernadot avait fondé *La Vie Intellectuelle*. En mai 1927, le Souverain Pontife avait fortement insisté pour la prochaine fondation de cette nouvelle revue qui devait s'attacher à défendre les directives pontificales. De graves difficultés s'opposant à la réalisation de ce projet, Pie XI n'hésita pas à intervenir personnellement pour les applanir. Il transféra le Père Bernadot dans la province dominicaine de Paris. Le premier numéro de *La Vie Intellectuelle* parut en octobre 1928.

« D'emblée, la nouvelle revue se campa au centre des problèmes du jour, avec une loyauté, un entrain, une lucidité qui lui rallièrent vite le suffrage des jeunesses en pleine croissance. Aussi bien, les maîtres de ces jeunes générations s'y rencontraient volontiers, théologiens, philosophes, lettrés, économistes, sociologues ou techniciens. On « mordait » sur l'opinion et, chaque quinzaine, le « Billet de Christianus » marquait d'un trait aigu diagnostic et jugement. La sérénité devenait de plus en plus nécessaire, en même temps que l'audace, car voici que les principes faisaient sentir au fil des jours leur portée concrète et leurs intrangibles exigences. Il y eut alors tels mots prononcés qui s'enfoncèrent à vif dans l'opinion française, non sans rencontrer des réactions violentes, de droite et de gauche. La

loyauté, la tenue, la qualité spirituelle garantissaient d'ailleurs des interventions que les plus hautes autorités religieuses soutenaient discrètement.

Mais on ne fait sa part à l'esprit en travail et, puisque on avait consenti à en suivre le mouvement jusque dans le champ de la vie sociale, civique, nationale, internationale, il fallait se porter soi-même en pleine vie quotidienne. Un nouvel organe s'imposait.

« SEPT »

Le Souverain Pontife intervint de nouveau. Dans une longue audience de décembre 1930, Il demanda au P. Bernadot de créer un hebdomadaire qui ferait pour la foule ce que *La Vie Intellectuelle* faisait déjà pour l'élite. Pie XI ne dédaigna pas d'entrer dans les détails de la composition du journal, de donner des avis pratiques, et même de donner à l'hebdomadaire son titre : *La France*. Malheureusement, un autre journal portait déjà ce même titre; il fallut y renoncer.

Le P. Bernadot ne put réaliser immédiatement le vœu du Pape : sa santé était précaire, ses collaborateurs trop peu nombreux. Mais trois ans plus tard, il put se mettre à l'œuvre. Le R. Père Gillet lui écrivit que le Saint Père bénissait de nouveau le projet de l'hebdomadaire, qu'il serait heureux qu'on passât à la réalisation. Il ajoutait des vœux cordiaux.

Encouragé par la double bénédiction du Pape et du Maître général, *Sept* parut le 4 mars 1934.

LE BUT DE « SEPT »

« La situation était tragique. Le six février venait d'éclater. L'opinion française se trouva prise dans

ses remous. Une parole chrétienne, ferme, sereine, trouverait-elle audience dans ce tumulte de voix et des armes? Et ne fallait-il pas laisser à leur violence les deux « fronts » qui se formaient : le front national et le front populaire? Ou alors jouer les cartes du « parti de l'ordre » contre le « parti de la justice » ? Hélas ! les mots mêmes révélaient, et révélaient encore, la situation tragique des esprits. L'erreur de cette opposition entre le « national » et le « populaire » devait dresser l'âme chrétienne contre de pareilles dislocations. Il fallait, au-dessus des partis et sans compromission, faire entendre les leçons pontificales de l'Action catholique et appuyer les revendications de l'ordre chrétien, ordre de justice et de charité, contre le désordre établi. »

Sept voulut d'abord dissocier l'Eglise des compromissions politiques. Un de ses plus éminents collaborateurs, M. Gilson, professeur au Collège de France, l'exprima peu de temps après :

« *Sept* s'adresse surtout à une élite, à l'élite de l'Action catholique. Il s'agit d'y aider les chefs de l'Action catholique à dégager les directives essentielles de leur action. L'influence de *Sept* est considérable à cause du public auquel il s'adresse, public d'élite, encore une fois, et parce qu'il travaille à l'éclaircissement de certaines idées fondamentales, comme celui des relations entre l'Eglise et l'Etat, ou celui de l'attitude de l'Eglise en face des partis politiques en France. Un journal d'opinion comme *Sept* peut être extrêmement bienfaisant en reformulant les principes qui sont ceux mêmes de l'Eglise, en dissociant l'Eglise des compromissions politiques dans lesquelles on s'efforce de l'engager. Dissocier l'Eglise de ces compromissions tout en lui permet-

tant d'exercer dans sa plénitude son droit de contrôle sur la politique. L'Eglise ne peut tolérer que les fins surnaturelles de l'homme soient engagées dans une organisation politique. On ne peut incorporer la religion à un organisme politique, et l'Eglise a un droit strict de contrôle sur la politique d'un pays. Clarifier les situations de manière à ne lier en aucun cas la vérité du catholicisme, qui est essentiellement religieuse et qui est éternelle, avec telle ou telle forme d'organisation politique qui, par nature, est temporelle et transitoire, voilà surtout ce à quoi *Sept* travaille. »

Il était une œuvre urgente : *former une opinion publique catholique*. *Sept* a voulu dégager, à travers les expériences quotidiennes, les principes qui déjà se réalisent, de l'ordre catholique, les mettre en valeur, en faire prendre une conscience commune à tous les catholiques. Cette prise de conscience collective de ce que les catholiques sont *en tant que catholiques* dans la société actuelle, de ce qu'ils font déjà et de ce qu'ils devraient faire, fut la première étape de *Sept*.

« Créer un climat favorable aux œuvres catholiques et qui en accroisse la fécondité, disait M. Gilson, c'est d'abord aider une opinion publique chrétienne à prendre conscience d'elle-même et lui donner les moyens de s'exprimer. » C'est pourquoi *Sept* fut créé, et ce qui en faisait l'utilité primordiale. « Prendre conscience de nos principes, écrivait encore M. Gilson, les affirmer, unir nos efforts pour les mettre en œuvre : telles sont les préoccupations premières des catholiques qui se groupent ici. »

LES DIFFICULTÉS DE « SEPT »

LA QUESTION DE BRIEY

« Prendre une position franche et qui ne sacrifie pas aux engouements et aux contagions du moment implique que l'on reçoive des coups de tous côtés. Comment un journal qui est et qui veut être « catholique d'abord » ne hérissait-il pas contre lui ceux qui, consciemment ou non, sont imprégnés du « politique d'abord », entendu au sens le plus simpliste? Aussi de *L'Action Française* à *L'Humanité*, *Sept* a reçu les attaques les plus grossières.

Bientôt le général de Castelnau vint faire chorus. »

Ce fut d'abord pour suspecter le patriotisme de *Sept*, à propos de la fameuse question de Briey.

On sait que la région de Briey, abandonnée dès le début de la guerre par l'Etat-Major, fut laissée en paix par ce même Etat-Major pendant les quatre ans de guerre. Avec angoisse, tous les Français se demandent pourquoi? Il est hors de doute que l'exploitation du bassin de Briey par les Allemands leur permit de prolonger la guerre, et que de nombreux soldats français sont morts parce que Briey était occupé par les Allemands.

A propos d'un discours prononcé au Sénat belge par le Père Rutten, *Sept* fit une rapide allusion à cette question angoissante.

Le général de Castelnau intervint aussitôt. On

comprend pourquoi : le général fut, pendant longtemps, chef de l'Etat-Major général; il se considérait comme responsable de l'inaction de l'armée française par rapport au bassin de Briey.

Il répliqua dans *L'Echo de Paris*. Ce journal appartenait, et appartient encore, à M. Edmond Blanc, tenancier des jeux de Monte-Carlo : je ne sais si c'est pour ce motif que le général de Castelnau le trouva si souvent désigné pour faire des sermons et pour donner des directives aux catholiques français. Le 29 juin 1935, le général y publia un article où il disait entre choses :

J'ai eu le redoutable honneur d'exercer pendant plus d'un an les fonctions de Chef d'Etat-Major général de l'armée. En cette qualité et sans parler d'autres titres, il m'est permis, je pense, de protester contre les odieuses imputations reproduites par le journal *Sept*. Elles sont, je l'affirme, absolument contraires à la vérité.

Par la production de pièces probantes ou le rappel de faits incontestables, il a été depuis longtemps démontré que :

1° Les Allemands, dès leur occupation de Briey, ont emporté des usines ce qu'il était possible d'utiliser ailleurs; ils ont détruit tout le reste. Les usines ne furent jamais remises en marche pendant la guerre;

2° La production des mines a été extrêmement réduite, d'autant plus que l'ennemi n'avait nul besoin du minerai de Briey pour la fabrication de son matériel de guerre;

3° Il n'a pas été coulé une seule tonne de fonte à Briey pendant la guerre, a pu affirmer devant une Commission d'enquête, sans crainte d'être démenti, M. Albert Lebrun, aujourd'hui président de la République; il n'y a pas eu une seule tonne d'acier fabriquée pendant cette même période;

4° Enfin, le bassin de Briey a été bombardé pendant la guerre dans toute la mesure compatible, d'une part, avec les moyens réduits dont on disposait à l'époque et, d'autre part, avec l'importance très relative de cet objectif dans l'ensemble de ceux journellement proposés aux efforts de nos héroïques aviateurs. L'efficacité de leur action sur Briey était particulièrement favorisée par la connaissance et l'étude des plans détaillés des usines qu'avaient entre leurs mains les services intéressés du Grand Quartier Général.

Il ne reste donc rien des allégations formulées par le R. P. Rutten ni sur les matières premières extraites du bassin de Briey « qui ont permis aux Allemands de fabriquer leurs munitions », ni sur le criminel privilège qui aurait soustrait cette région aux bombardements aériens ou autres.

Or, presque toutes ces affirmations sont fausses.

Le bassin de Briey n'a pas été bombardé. Quand il le fut, par surprise, l'Etat-Major punit les aviateurs. Les Allemands utilisèrent Briey tout le long de la guerre. Sans la possession de Briey, les Allemands n'auraient pu continuer à se battre.

Ne pouvant apporter de preuves à ses affirmations, les général se contenta d'insulter *Sept* : il l'accusa de jouer le rôle de Ponce-Pilate et de se traîner à la remorque du *Populaire* et de *L'Humanité*. C'était plus commode.

Les anciens abonnés de *Sept* ayant le droit d'être renseignés, nous les prions de lire avec attention les documents suivants, presque tous officiels. Ils pourront se rendre compte si *Sept* a manqué de patriotisme en cette occasion.

I

Importance capitale du Bassin de Briey.

On vient de lire la phrase de M. le général de Castelnau sur le peu d'intérêt que présentait le bassin de Briey. « ... *Le bassin de Briey a été bombardé pendant la guerre dans toute la mesure compatible, d'une part, avec les moyens réduits dont on disposait à l'époque et, d'autre part, avec l'importance très relative de cet objectif.* »

Mais voici d'autres avis très différents sur l'importance capitale du bassin de Briey :

M. Poincaré, Président de la République, écrit :

« L'occupation du Bassin de Briey ne serait rien moins qu'un désastre puisqu'elle mettrait entre leurs mains d'incomparables richesses métallurgiques et minières dont l'utilisation peut être immense pour celui des belligérants qui les détiendra. »

Autre témoignage, celui de M. Loucheur, Ministre de la Reconstruction industrielle, qui déclare à la Commission de la Chambre des députés :

« Je considère que le fait de n'avoir pas sauvé à tout prix les usines de Briey est une chose extrêmement regrettable et qu'avoir été privé de toute la métallurgie du Nord et de l'Est est une chose effroyable, qui pouvait avoir de terribles conséquences

« La perte de Briey est une catastrophe. »

Troisième témoignage : le 26 mai 1916, la *Direction des mines* remettait à M. le sénateur Henri Bérenger cette note officielle :

« Si la région de Thionville était occupée par nos troupes, l'Allemagne serait réduite aux quelques sept

millions de tonnes de minerais pauvres qu'elle tire de la Prusse et de divers autres Etats. Toutes ses fabrications seraient arrêtées. Il semble donc que l'on puisse affirmer que l'occupation de la région de Thionville mettrait immédiatement fin à la guerre, parce qu'elle priverait l'Allemagne de la presque totalité du métal qui lui est nécessaire pour ses armements. » (Rapport Engerand, 16 avril 1919.)

« Importance très relative de l'objectif », dit M. le général de Castelnau.

« Un désastre », dit M. Poincaré.

« La perte de Briey est une catastrophe », dit M. Loucheur.

« L'occupation de la région mettrait immédiatement fin à la guerre », dit la Direction des mines.

II

L'Etat-Major Français

a-t-il compris l'importance du Bassin de Briey ?

Non.

En voici les preuves.

I. Dans les plans de mobilisation, le bassin de Briey, était laissé de côté. Le général de Castelnau lui-même fut obligé d'en convenir devant la Commission d'enquête. Le Président lui demanda :

« Dans le plan de concentration, il est évident que la question de Briey comme importance métallurgique était laissée de côté ?

— M. le général de Castelnau : Oui.

II. M. le général Messimy, ministre de la Guerre en juillet 1914, affirme, devant la Commission d'enquête, que l'Etat-Major ne s'occupait pas de Briey :

« Jamais personne, ni dans la période angoissante qui a précédé la déclaration de guerre, ni dans les premiers jours qui ont suivi la mobilisation — le G. Q. G. est resté jusqu'au 5 août à Paris, accolé au ministère de la Guerre — jamais personne ne m'a entretenu, d'une façon quelconque, de la valeur du bassin de Briey et, inversement, de la valeur du bassin de Thionville pour les Allemands. Mon sentiment très net est que cette question n'a jamais été examinée au ministère de la Guerre. »

III. Le Généralissime lui-même ignorait l'importance de Briey. Je défie n'importe quel français, n'importe quel ancien combattant de lire sans émotion les lignes suivantes de M. Engerand, député conservateur du Calvados :

« ... J'avais exposé, dès 1915, dans le *Correspondant*, ces découvertes (l'importance de Briey) qui ne me semblaient pas en être, car je ne pouvais soupçonner que ces positions respectives de l'Allemagne et de la France, quant aux mines de fer, que j'avais reconnues de ma table de travail, aient été ignorées de notre haut commandement militaire.

Je fus désabusé au début de 1916, à une réunion intime de la Société de Géographie Commerciale, où était le général Lacroix, l'un de nos meilleurs généralistes. Commentant les aveux des Allemands sur l'impossibilité où ils se fussent trouvés de continuer la guerre si nous eussions tenu la frontière de Briey, je m'aperçus que ce très grand chef, auteur d'un de nos plans de mobilisation, n'avait pas été mis au courant de cette situation.

Ce fut là l'instant le plus dramatique de ma vie, un bouleversement indicible, indicible à la pensée qu'une telle ignorance put avoir été partagée par ses autres successeurs. Ce qui était vrai, hélas !

Je ne souhaite à personne d'avoir à découvrir une

telle vérité, et tout ma vie aura été empoisonnée par le regret de ne l'avoir pu faire plus tôt.

Le point terrible de Briey, et le seul qui compte, c'est qu'en tenant notre frontière lorraine, nous paralysions la métallurgie allemande : comment une chose aussi essentielle put-elle être ignorée de ceux qui avaient la charge de notre défense ? »

(*Le Moniteur du Calvados*, 18 août 1935.)

III

L'Etat-Major Allemand

a-t-il compris l'importance du Bassin de Briey ?

Oui.

Voici la déposition de M. le sénateur Bérenger, le 11 avril 1919 :

« L'Allemagne a parfaitement préparé et prémédité le guet-apens qu'elle a organisé au point de vue métallurgique. Elle était déjà à court de fer dans les trois ou quatre années qui ont précédé la guerre. Les témoignages abondent à ce sujet. Elle a pris des mesures militaires pour couvrir le bassin de Thionville, mesures que nous n'avons pas prises pour couvrir le bassin de Briey. Pendant très longtemps, après la victoire allemande de 1870, les forts de Metz n'ont pas été sensiblement agrandis. Ce n'est qu'au moment où l'Allemagne a pris conscience du drame métallurgique qui devait l'amener à la catastrophe ou à l'impérialisme mondial, qu'elle s'est occupée plus activement de cette place forte. La question était liée à celle du syndicat westphalien rhénan. Les maîtres de forges, tout puissants au grand état-major général allemand — car il y avait un ensemble de cerveaux qui avaient une doctrine générale — ont organisé la défense de cette partie du bassin de Lorraine qui s'appelle le bassin de Thionville, de telle façon qu'au début de la guerre nous sommes venus nous

briser misérablement à Morhange sur leurs organisations. Ils ont installé autour de Metz des canons à longue portée sur un pourtour de 90 kilomètres. Metz est devenu un véritable monstre qui a tenu tout le territoire aux alentours.

C'était un plan qui était écrit sur le sol et qui devait avertir deux fois notre Etat-major. Comment a-t-on pu ne pas connaître la situation de Metz ? On devait savoir d'abord qu'il y avait là un centre de métallurgie que les Allemands tenaient à défendre. On devait savoir ensuite qu'en lançant des armées dans une grande offensive sur ce camp retranché d'un périmètre de 90 kilomètres, on risquait d'amener ce qui est arrivé à Morhange. »

IV

L'Etat-Major Français

a-t-il abandonné le Bassin de Briey ?

Oui.

I. M. Engerand, député du Calvados, écrit :

« Le drame de Briey est tout entier dans son abandon, et cette question se pose impérieusement : comment l'Etat-major n'avait-il pas été mis au courant ? Car, il n'y a point à épiloguer, l'Etat-major ne sut rien.

A la Commission de Briey, le général Pont, qui au 3^e bureau prépara le plan 17, déclara, sur mon interrogation, que jamais il ne lui avait été révélé qu'en défendant la frontière lorraine on pouvait interdire à la métallurgie allemande les trois quarts de son minerai ; et il ajoutait qu'une telle révélation eut assurément modifié les plans de mobilisation.

Or il y en avaient qui savaient, qui ne pouvaient pas ne pas savoir, puisque c'est par l'organe de la métallurgie française que, moi, je l'appris. Des maîtres de forges de l'Est, logés sur la frontière, connaissaient ce secret. Qu'ils ne l'aient dit à l'Etat-major et prié qu'on les sacrifiât pour le salut du pays, je ne leur en tiens pas au-

trement rigueur : l'héroïsme n'est pas un état d'âme industrielle. Je n'y vois que la preuve que les intérêts particuliers ne se confondent pas avec l'intérêt général, et qu'ils peuvent parfois en être le contraire.

C'est au seul Etat à défendre l'intérêt général, et son organe qualifié, la Direction des mines, savait.

Dès mes premières affirmations, en mai 1916, son directeur affirmait à la Commission de l'armée du Sénat, que *« l'occupation de la région de Thionville mettrait immédiatement fin à la guerre parce qu'elle priverait l'Allemagne de la presque totalité du métal nécessaire à ses armements »*.

Celui-là, qui savait, devait le dire : renseigne-t-il l'Etat-major ? Je le lui demanderai à la Commission de Briey. Il répondit : « Ce n'était pas notre affaire. C'était une chose tellement évidente que je n'avais pas à intervenir. »

Que je ne sois pas mort de saisissements devant un si formidable aveu, prouve que j'avais le cœur bien attaché. Que de sang aura payé ce particularisme bureaucratique, cette « étanchéité des administrations » !

Qu'on ne la cherche pas ailleurs, c'est là qu'est la vraie responsabilité de Briey. »

(*Moniteur du Calvados*, 18 août 1935.)

2. Rapport de M. H. Bérenger à la Commission de l'armée du Sénat, adopté le 29 mai 1916 :

« Le bassin de Briey, chevauchant sur les trois frontières du Luxembourg, de l'Allemagne et de la France, apparaît bien comme la véritable clef de la guerre, jetée entre ces deux serrures formidables qui sont Metz et Verdun.

C'est de ce bassin, pris dans sa généralité, que l'Allemagne trouve moyen de tirer, depuis août 1914, la majeure partie de sa fonte et de son acier pour les canons, les obus, les mitrailleuses, les rails, les poutrelles, les wagons, les tracteurs, les sous-marins, tout le matériel

industriel de la guerre dont elle nous assaille, nous et nos alliés, tandis qu'elle en ravitaille ses alliés Autrichiens, les Bulgares et les Turcs.

C'est en Lorraine annexée, et même en Lorraine française, que l'Allemagne ne cesse de puiser les matières premières de son arsenal.

Du même coup elle dépouille le nôtre dans la proportion de 90 %.

Comment une réalité aussi écrasante n'a-t-elle pu être évitée dès le début par notre haut commandement ?

Comment a-t-il pu laisser occuper indéfiniment par nos ennemis ces quelques kilomètres carrés de territoire lorrain où sont enfermés les moyens de guerre ? »

V

Pourquoi l'Etat-Major n'a-t-il pas détruit Briey ?

1. *Il n'y a pas pensé*, dit M. de Wendel.

M. de Wendel déposa à la Commission d'enquête. Le Président lui fit remarquer que l'Etat-Major aurait pu engager des troupes pour des opérations de destruction, dans le bassin de Briey :

M. LE PRÉSIDENT. — « Je n'envisage pas le fait d'engager une armée tout entière dans cette poche (de Briey), mais seulement des éléments susceptibles de ruiner la métallurgie allemande, d'empêcher l'Allemagne de tirer le profit qu'elle a tiré de toutes ces richesses, qu'elle a si largement exploitées dans le bassin de Thionville ?

M. DE WENDEL. — Pouvait-on le faire ? Je n'en sais rien. Y a-t-on pensé ? Je ne le crois pas. »

2. *L'Etat-Major ne s'est pas occupé de Briey*, dit le général Sarraill.

A la même Commission d'enquête fut interrogé le général Sarraill parce qu'il avait commandé une armée dans cette région.

LE PRÉSIDENT. — « Pendant le temps que vous avez commandé dans cette région, le Grand Quartier Général a-t-il, à un moment quelconque, appelé votre attention sur l'importance du bassin de Thionville ? Vous a-t-il dit que la possession du bassin de Thionville était essentielle aux besoins de l'armée allemande ? Vous a-t-il donné des indications quelconques pour essayer de gêner par le canon, ou par tout autre moyen, l'exploitation des mines et des hauts-fourneaux ? »

M. GÉNÉRAL SARRAIL. — *Jamais il n'y a pensé.*

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez reçu du Grand Quartier général aucun avis spécial concernant cette région Briey-Thionville ?

M. LE GÉNÉRAL SARRAIL. — *Je n'ai reçu aucun avis.* »

- VI

Le Bassin de Briey a-t-il été bombardé ?

1. *Oui, dit M. le général de Castelnau, dans L'Echo de Paris, 29 juin 1935 :* « Le bassin de Briey a été bombardé pendant la guerre dans toute la mesure compatible, d'une part, avec les moyens réduits dont on disposait à l'époque, et, d'autre part, avec l'importance très relative de cet objectif. »

Mais voici des témoignages contraires :

2. *M. le général Verraux* témoigna à la Commission d'enquête que le Commandement avait interdit de bombarder :

« On a parlé aussi des bombardements par avions. On a contesté l'efficacité des bombardements de nuit, par avions, sur les puits de mine. A ce compte-là, il faudrait supprimer tous les bombardements de nuit. A supposer que la doctrine fut acceptable, il ne s'ensuit pas qu'il fallait aussi renoncer aux bombardements de jour. Mais il y a plus : j'ai reçu des lettres d'officiers avia-

teurs, lettres que je ne puis vous communiquer, car je suis tenu par une discrétion que vous comprendrez, et dans lesquelles ils me disent qu'on leur a interdit de bombarder. »

3. *L'Etat-Major interdit de bombarder.*

Témoignage de M. le Député Ernest Flandin :

« Je me rendis, le 23 décembre 1916, au Quartier Général de Souilly, auprès du général Guillaumat, qui était mon chef et qui commandait la deuxième armée. Je lui exposai quelle était l'importance de la question, et je lui demandai s'il ne serait pas possible de faire intervenir l'aviation de la deuxième armée...

Un bombardement suivit, mais ce fut fini.

Les semaines passèrent, et dès qu'il me fut possible de retourner à l'Etat-major de Souilly, je m'y rendis pour m'informer des raisons de l'arrêt subit des opérations. Le chef d'Etat-major voulut bien me faire connaître que, peu après le bombardement de Joeuf, le général Guillaumat avait reçu l'ordre de cesser les opérations pour les motifs suivants : d'abord parce que Joeuf n'était pas, paraît-il, dans le secteur de la deuxième armée, ensuite parce que le Grand Quartier général se réservait seul de donner des ordres de ce genre aux escadrilles de bombardement.

Il résulte, à mon sens, de cet exposé que le Grand Quartier Général a compris tardivement l'immense intérêt qu'il y avait à troubler l'exploitation paisible des mines du bassin lorrain. Pendant vingt-sept mois, les Allemands ont pu, sans être gênés, extraire des milliers de tonnes de minerai de fer pour leurs usines de guerre... Il y avait donc un moyen d'abrégier la guerre, et ce moyen a été négligé pendant plus de deux ans. »

4. *L'Etat-Major punit les aviateurs qui avaient bombardé Briey.*

Nous trouvons dans le numéro de *Marianne*

d'avril 1936, le récit suivant du glorieux aviateur Bossoutrot :

« Une nuit, Bossoutrot et un des compagnons d'escadrille sont envoyés sur Metz avec mission de bombarder la gare. Mais le brouillard est intense. Les aviateurs n'aperçoivent pas la cible indiquée. Ils ne veulent cependant pas rentrer au camp sans avoir lâché leurs bombes. Ils les jettent sur un des hauts-fourneaux de Briey, tout proche.

Le lendemain matin, dès leur retour, ils font leur rapport. Une semaine plus tard, le rapport revient du Grand Quartier Général, porteur, non de la citation qu'attendaient les aviateurs, mais de trente jours d'arrêt de rigueur pour chacun des deux hommes. C'était le tarif pour qui bombardait Briey. »

VII

Pourquoi le Bassin de Briey ne fut-il pas bombardé ?

1. Par l'effet de l'ignorance, disent les Allemands.

Le Conseiller Haux, dans la *Kolnische Zeitung*, du 15 janvier 1918, a écrit :

« L'Allemagne ne doit qu'à l'ignorance de ses ennemis, sur ces questions de fer et de charbon, d'avoir pu continuer, sans aucune gêne, sa fabrication industrielle. Ses grands bassins miniers sont exposés au coups de l'ennemi. Les mines de Lorraine sont à la frontière même : les Français en auraient pu aisément anéantir, dès les premiers jours, toutes les superstructures avec des pièces à longue portée et en paralyser l'activité. Si nos ennemis avaient su, au début de la guerre, qu'ils pouvaient paralyser toute notre activité industrielle, c'en était fait de nous ! »

2. Un maître de forges veillait :

Témoignage de M. Engerand, 31 janvier 1919 :

« Il était évident que les Allemands tiraient de tout le bassin lorrain — et de celui de Briey comme de celui de Thionville — tout le minerai nécessaire à leur métallurgie de guerre.

Il l'avouaient, au surplus. Au mois de mai 1915, les six grandes associations allemandes déclaraient que, sans le minerai lorrain, la guerre serait perdue pour l'Allemagne; et, depuis, cet aveu a été répété cinq ou six fois. Il fallait donc, par tous les moyens possibles, arriver à troubler, dans ces deux bassins qui n'en faisaient qu'un, l'extraction du minerai, puisqu'il n'y avait que là que la métallurgie allemande pouvait se le procurer. Il fallait anéantir, si c'était possible, ces mines lorraines d'où les Allemands tiraient tout leur fer.

J'apporte ici un témoignage personnel. Je reconnus cette situation du bassin de Briey au début de 1915 et la signalai au mois de février dans un article du *Correspondant*. Mais je pensais que ce que moi, ignorant des choses de la métallurgie, je savais, tous ceux qui le devaient savoir le savaient.

J'attendis. A la fin de 1915, voyant qu'on ne faisait rien, je songai que c'était peut-être parce qu'on ne savait rien, et je crus de mon devoir de faire prévenir le Grand Quartier Général. Je n'y avais pas de relations. Je mis au courant de la situation un membre éminent de l'Académie française qui, lui, avait ses grandes entrées. Il reconnut comme moi, la nécessité de signaler une telle situation. Je fis une note où je démontrais l'importance qu'il y aurait, pour hâter la fin de la guerre, à troubler cette extraction du minerai et où je signalais, pour preuves à l'appui, les divers points des deux Lorraines d'où les Allemands tiraient le plus de minerai.

Rien ne fut fait. Je renouvelai cet envoi à deux et même, je crois, à trois reprises. Depuis, mon éminent intermédiaire — notre collègue M. Flandin assistait à

l'entretien et pourra confirmer le fait — m'a donné le nom de l'officier auquel, au Grand Quartier Général, il avait remis le document. C'était — et j'ai là une lettre du Ministre de l'Armement établissant l'indentification — *un maître de forges*, attaché au Grand Quartier Général.

3. Un autre maître de forges :

Voici, prise dans le dossier « *Bombardements de Lorraine* », au Ministère de la Guerre, une lettre qui en dira long. Elle est de M. François de Wendel, alors député de Meurthe-et-Moselle. Elle a été écrite le 7 mai 1916 :

« Monsieur le Général,

Je vous serai reconnaissant de bien vouloir me faire indiquer quel jour je pourrai être reçu au Grand Quartier Général et obtenir des services auxquels vous voudrez bien m'adresser, des renseignements sur le bombardement par avion de nos usines annexées d'Hayange (Meurthe-et-Moselle) signalé dans la communication du 29 avril (23 heures).

Je n'ai, bien entendu, pas l'intention de protester contre une mesure résultant, je n'en doute pas, d'informations particulières sur la façon dont les Allemands utilisent nos établissements; mais comme au cours de la même semaine nos aviateurs avaient déjà bombardé notre aciérie française de Joeuf, que je sais pertinemment être arrêtée, vous comprendrez, mon Général, que je suis un peu surpris et désire connaître les raisons qui font viser spécialement les établissements de la seule société métallurgique française d'Alsace-Lorraine, alors qu'ils sont entourés de tant d'usines allemandes sur lesquelles pourrait s'exercer utilement l'activité de nos escadrilles.

Veuillez agréer... »

Collée à cette lettre figure *la réponse du C. Q. G.* La voici :

« G. Q. G. Commandant Binet. Savoir pourquoi les usines d'Hayange n'ont pas été indiquées dans la liste de celles qui ne devaient pas être bombardées. »

Et la réponse du C. A. C. :

« Le G. A. C. a introduit dans le plan de bombardement la catégorie des usines à ménager (capitales françaises). A ce moment il n'avait pas de renseignements sur Hayange.

Cette usine figure désormais dans la liste spéciale ».

Et maintenant qu'on veuille bien relire la protestation du général de Castelnau « *contre les odieuses imputations reproduites par le journal Sept* » :

« Il ne reste rien des allégations formulées par le R. P. Rutten... sur le criminel privilège qui aurait soustrait cette région aux bombardements aériens ou autres. »

VIII

Les Allemands ont-ils utilisé Briey ?

Non, dit le général de Castelnau. Il affirme dans *L'Echo de Paris* : « *Il ne reste donc rien des allégations formulées par le R. P. Rutten sur les matières premières extraites du bassin de Briey qui ont permis aux Allemands de fabriquer leurs munitions.* »

1. Aveux des industriels allemands.

M. Engerand les a notés dans son rapport du 16 avril 1919 :

« Le 20 mai 1915, les six grandes associations industrielles et agricoles adressaient au chancelier Bethmann-Hollweg un mémoire confidentiel sur les conditions de la paix future. Entre autres choses, il y était dit :

« La fabrication des obus nécessite des quantités de fer et d'acier dont on ne pouvait se faire une idée autrefois... Si la production de fer brut et d'acier n'avait été doublée depuis le mois d'août (1914) la continuation de la guerre eut été impossible.

« Comme matière première pour la fabrication de ces quantités de fer brut et d'acier, la « minette » (minerai lorrain) prend une place de plus en plus importante, car ce minerai seul peut être extrait chez nous en quantités qui augmentent rapidement. La « minette couvre en ce moment 60 à 80 % de la fabrication du fer brut et de l'acier. Si la production de la minette était troublée, la guerre serait quasiment perdue. »

2. Autres aveux allemands.

M. Engerand, dans le même rapport, a noté une autre déclaration très importante des Allemands :

« En décembre 1917, les métallurgistes allemands insistaient et accentuaient l'aveu. L'Association des Industriels allemands du fer et de l'acier et l'Association des métallurgistes allemands adressaient un nouveau mémoire au gouvernement et au haut commandement en vue de l'annexion des bassins miniers de la Lorraine Française à l'Empire allemand. Les exposants y signalaient ainsi le péril terrible où l'Allemagne se fut trouvée si l'armée française avait pu maintenir sur ce point de Briey l'intégrité de la frontière :

« Notre production de fer brut ne s'est élevée en 1915 et en 1916 qu'à 60 et 68 % de la production du temps de paix. Nous n'aurions même pu obtenir ce rendement si de la forteresse de Longwy située près de la frontière, les Français avaient bombardé avec des canons à longue portée, immédiatement après la déclaration de guerre, les objectifs faciles et dominants que présentaient les vastes constructions des puits et des forges des bassins luxembourgeois et lorrain, s'ils

« avaient aussitôt fait sauter leurs propres mines et leurs usines dans le voisinage de la frontière.
« Par bonheur pour nous, les Français n'ont pas réussi à détruire les organisations des districts situés des deux côtés de la frontière franco-allemande. Sans cela notre artillerie n'ayant pu être approvisionnée en munitions, le sort de la guerre eut été réglé en quelques semaines à notre désavantage. »

3. Aveux d'un général allemand.

Déposition du général Verraux, 25 mars 1919 :

« On a nié que les Allemands se servaient du bassin de Briey. Il existe, à cet égard, deux documents qui, à mon avis, sont extrêmement importants.

C'est d'abord celui que vous connaissez tous : le rapport du Comité allemand.

C'est ensuite un ordre tout récent — il est du 1^{er} octobre 1918 — signé du général Von Der Marwitz, commandant de la cinquième armée. En voici la teneur :

« D'après les enseignements que nous possédons, l'ennemi va attaquer la cinquième armée à l'est de la Meuse et essayer de pousser vers Longuyon. Le but de cette attaque est de couper la ligne Longuyon-Sedan, l'artère la plus importante de l'armée de l'ouest. De plus, l'intention de l'ennemi est de rendre impossible pour nous l'exploitation du bassin de Briey, dont dépend, dans une large mesure, notre production d'acier. Ainsi, c'est une fois de plus sur la cinquième armée que peut tomber le plus lourd de la tâche au cours des combats des prochaines semaines; c'est sur elle que peut reposer la sécurité de la patrie. C'est de la résistance inébranlable du front de Verdun que dépend le sort d'une grande partie du front ouest et peut-être le sort de notre peuple. » — Général von der Marwitz.

Retenez, ajoute le général Verraux, cette phrase où un général allemand dit très nettement que « de l'explo-

« tation de Briey dépend, dans une large mesure, la
« production d'acier de l'Allemagne. »

4. *Quelques chiffres*, à l'usage de M. le général de
Castelnau qui se contente de tout nier :

*Production des mines du Bassin de Briey
pendant l'occupation.*

Auboné.	2.780.000 tonnes
Anderry-Chevillon.	133.000 »
Droitaumont.	98.000 »
Erconville.	172.000 »
Homécourt.	3.180.000 »
Jarny.	9.000 »
Jœuf.	420.000 »
Jondreville.	857.000 »
Landres.	726.000 »
La Mourère.	188.000 »
Montiers.	1.443.000 »
Sancy.	744.000 »
Tucquegnieux.	606.000 »
TOTAL.	11.356.000 tonnes

Il faut noter que les mines de Amermont-Dom-
mary, Murville et de Piennes ont été noyées par les
Allemands. Si la mine de Saint-Pierremont n'a pas
subi d'extraction pendant l'occupation, elle a cepen-
dant été occupée par d'importants dépôts de muni-
tions et par une installation très active de remplis-
sage d'obus à gaz.

Il faut ajouter au total de 11.356.000 tonnes de
minerai extrait, le minerai qui se trouvait en stock,
c'est-à-dire en dépôt sur le cancan des mines et que
les Allemands ont enlevé complètement. On n'a pas

de chiffres certains, mais il faut compter au moins
500.000 tonnes.

Général de Castelnau, combien d'obus a-t-on pu
tirer de ce minerai à l'adresse de nos soldats ?

Les Allemands vont le dire.

IX

La perte de Briey a-t-elle prolongé la guerre ?

1. *Non*, dit le général de Castelnau, car, dit-il,
« l'ennemi n'avait nul besoin du minerai de Briey
pour la fabrication de son matériel de guerre ».
(*Echo de Paris*, 29 juin 1935.)

2. *Mais voici la preuve du contraire :*

Les six grandes associations allemandes, dans un
rapport confidentiel au Gouvernement allemand, ont
affirmé :

« Même au cas où nous aurions, à la suite de la perte
de la Lorraine, poussé la production de nos autres
mines, nous eussions disposé de moyens de guerre sept
ou huit fois moindres que ceux de nos adversaires, et
les empires du Centre eussent été certainement con-
straints, dans un bref délai, à déposer les armes.

C'est grâce à la célérité avec laquelle ont été menées
les opérations que le peuple allemand a échappé à un
tel dénouement. La Belgique a été franchie; les Français,
dès le premier choc, ont été rejetés de l'autre côté de
la frontière et la guerre a été portée très avant en pays
ennemi. En remportant ces succès, nous avons sauve-
gardé notre bassin de Lorraine et conquis, avec une
partie importante du territoire français, de grands tré-
sors de minerai de fer que nous avons mis au service
de la guerre. *Les mines que nous avons remises en
exploitation dans le bassin de la Lorraine française
firent si bien, au cours de l'année 1917, que nous pûmes,*

grâce à elles, faire face à tous les besoins de notre artillerie. »

3. « Briey nous a sauvé la vie », dit la presse allemande.

Le 7 décembre 1917 paraissait l'article suivant du Docteur Reichert, dans la *Wirtschafts-Zeitung der Zentralmacht* :

« Si nous ne possédions Briey, nous aurions été depuis longtemps vaincus, car nous n'aurions pu produire en suffisance le fer et l'acier Thomas. Nous n'aurions pu approvisionner, comme il le fallait, notre armée, notre marine, les armées de nos alliés. Il est facile de se représenter ce qui serait alors advenu des puissances centrales. Si nos ennemis nous avaient chassé de Lorraine, nous n'aurions pu produire que le quart de la fonte que nous fabriquions en temps de paix. Ni nous, ni nos alliés n'aurions pu vivre dans ces conditions. Briey nous a sauvé la vie. »

4. *Sans Briey la guerre était finie en six mois...*

Le 10 octobre 1917, la *Leipziger Nachrichten* écrivait :

« Si, aux premiers jours de la guerre, les Français avaient pénétré sur une profondeur d'une douzaine de kilomètres en Lorraine, ils auraient non seulement protégé leur propre production de minerai de Briey, mais porté à notre production allemande de minerai le coup mortel, et la guerre eut été terminée en six mois par la défaite de l'Allemagne. »

5. Enfin voici l'avis de la *Commission de l'armée du Sénat français* :

« La Commission sénatoriale de l'armée, constatant qu'avant la guerre, la France était exporta-

trice de dix millions de tonnes de minerai de fer et importatrice de trois millions de coke métallurgique; que, d'autre part, l'Allemagne puisait dans les bassins de la Lorraine et du Luxembourg les cinq sixièmes du minerai de fer nécessaire à sa sidérurgie;

Qu'en présence d'une telle situation il était du devoir des pouvoirs publics de sauvegarder nos richesses en minerai de fer et à plus forte raison notre production de charbons à coke;

Que non seulement il n'en a pas été ainsi, mais que le recul de dix kilomètres ordonné au début de la mobilisation et, postérieurement, les replis stratégiques insuffisamment justifiés, en deçà du bassin de Briey et du bassin carbonifère de Lens, ont eu pour conséquence d'abandonner aux Allemands plus de 80 % des ressources sidérurgiques de la France;

Que cette situation a pesé sur toute la conduite de la guerre et aurait pu la rendre impraticable sans les achats onéreux de matières premières et matériel de guerre à l'étranger;

Constatant qu'il résulte d'une déclaration officielle du Ministère des Travaux publics, en date du 26 mai 1916, que si l'Allemagne était privée des trente millions de tonnes de minerai de fer de la Lorraine et du Luxembourg, l'empire allemand serait dans l'impossibilité de continuer la guerre actuelle;

Appelle de la manière la plus pressante l'attention du Gouvernement sur cette question vitale pour l'avenir du pays. »

CONCLUSION

C'est donc parce que *Sept* avait fait une rapide allusion à ces faits lamentables qu'un général français, le chef de la Fédération catholique, l'accusa de favoriser les manœuvres de l'ennemi et « de se traîner lamentablement à la remorque de *L'Humanité* ».

Cette accusation de communisme fut reprise naturellement par les journaux satellites de *L'Action Française* (*L'Intérêt Français*, *La France Réelle*, *La Droite*, etc...) Elle a poursuivi *Sept* jusqu'à sa disparition.

Mais nous avons l'espoir que les mères des soldats massacrés par les obus allemands, de ces obus tirés du minerai de Briey, penseront autrement.

LES DIFFICULTÉS DE « SEPT »

L'INTERVIEW BLUM

Le 19 février 1937, *Sept* publia une interview de M. Blum, Président du Conseil. On a vivement reproché au journal cette démarche. Ici aussi, il est bon que les catholiques soient renseignés. Racontons les faits simplement.

Sept avait posé la question suivante: « *Que pensez-vous de la doctrine sociale de l'Eglise ? Quelle collaboration en attendez-vous pour la construction de cet ordre nouveau auquel la France travaille ?* »

La question fut adressée aux personnalités les plus diverses : MM. le Colonel de La Rocque, Flandin, Jean Reynaud, Bergery, le Comte de Paris, et aussi au Chef du Gouvernement.

Qu'on veuille bien le remarquer, car c'est essentiel, en posant cette question, *Sept* restait sur le terrain *social*, qui était le sien, et se gardait de mener le débat sur le terrain politique qu'il a toujours soigneusement évité.

M. le Président du Conseil fit une réponse tendancieuse. La question à laquelle il répondait ne lui avait pas été posée : « Vous me demandez, dit-il, si je crois possible une collaboration entre les catholiques français et le Gouvernement du Front populaire. » Non. On lui demandait « ce qu'il pensait de la doctrine sociale de l'Eglise ».

La réponse écrite du Président du Conseil mit dans l'embarras le directeur de *Sept*. Celui-ci pré-

voyait le déchaînement de violentes attaques des journaux de la droite. Fallait-il jeter au panier la déclaration du Chef du Gouvernement ?

Le plus simple était de prendre conseil. Se souvenant que saint Paul a écrit que Dieu « posé les évêques pour régir l'Eglise de Dieu », le directeur demanda audience à son archevêque, le Cardinal Verdier. Il lui exposa les inconvénients qui allaient sans doute surgir de la publication de l'interview. Son Eminence estima qu'il fallait tout de même publier la déclaration du Président du Conseil, pour le bien du Catholicisme français. « Allez tout de même prendre l'avis du Nonce apostolique », ajouta Son Eminence. Le Nonce pensa comme le Cardinal : on ne pouvait faire au Président du Conseil, correct avec l'Eglise, l'injure de cacher sa déclaration.

Il fut entendu avec le Cardinal que *Sept* publierait la déclaration, mais en précisant la position des catholiques devant le gouvernement du Front populaire. Cette explication fut portée le lendemain au Cardinal qui la corrigea et l'approuva. Elle fut publiée le 19 février 1937.

Aussitôt les attaques se déchainèrent. Quelques-unes furent courtoises, celle des *Etudes*, par exemple. Presque toutes, violentes. Les journaux du général de Castelnau se distinguèrent dans l'injure. Rien ne pouvait faire comprendre plus clairement que ces attaques venimeuses jusqu'à quel point la passion politique a envahi les journaux catholiques.

Voilà donc un journal catholique qui publie, avec l'approbation la plus nette des plus hautes autorités de l'Eglise, une déclaration du Chef du Gouvernement légitime, et qui, pour cela, est couvert d'injures par une vingtaine de journaux qui se disent aussi

catholiques, et spécialement par les organes du Président de la Fédération nationale catholique.

La démarche de *Sept* était pourtant conforme à la tradition de l'Eglise la plus constante. Les chrétiens, affirme Léon XIII, doivent au régime politique établi la « loyauté parfaite ». « Lorsque dans une société, écrit encore Léon XIII, il existe un pouvoir constitué et mis à l'œuvre, l'intérêt commun se trouve lié à ce pouvoir et l'on doit, pour cette raison, l'accepter tel qu'il est, le respecter et lui être soumis, comme représentant ce pouvoir venu de Dieu... Les chrétiens entourent d'un respect religieux la notion du pouvoir, dans lequel, même quand il réside dans un mandataire indigne, ils voient un reflet et comme une image de la divine majesté. »

Cependant, dans les journaux du général de Castelnau, M. Bernoville accusait *Sept* d'être favorable au communisme et publiait des articles injurieux : « *La farce de la main tendue*. » N'est-ce pas une honte pour l'Eglise de France que les deux organes officiels de la F. N. C. aient injurié *Sept*, avec tant de violence et d'inexactitude, parce que ce journal avait publié, encore une fois avec l'approbation des plus hautes autorités de l'Eglise, une interview du Chef légitime du Gouvernement ? *La France Catholique* n'est-elle pas allée jusqu'à parler d'une « collaboration positive avec... même les communistes », qui aurait trouvé « son expression la plus insidieuse dans *Sept* et dans *La Vie Intellectuelle* » ? Pourtant, la première étude sérieuse de la question de « la main tendue » — qui n'était qu'un long refus — avait paru dans *Sept*, sous la signature de Marc Scherer, dont les articles, recueillis en volume, ont reçu la haute approbation du Saint-Siège.

Les attaques allèrent si loin que plusieurs archevêques et évêques s'en plaignirent vivement auprès du Cardinal Verdier qui dit sa pensée dans son fameux communiqué du 29 avril. *Sept* s'empressa de le publier, car il mettait admirablement à point, à propos de cette malheureuse controverse, les droits et devoirs des catholiques. *Sept* le fit précéder des réflexions suivantes : « Des bulletins officiels de la F. N. C. ont cru devoir attaquer *Sept* et *La Vie Intellectuelle*. Nous savions que l'Action catholique était étrangère à ces attaques. Par souci de l'union des catholiques, nous nous sommes refusés à y répondre : il nous suffisait d'être assurés que nous étions en plein accord avec la Hiérarchie de l'Eglise. Celle-ci vient de se prononcer publiquement par le communiqué de S. E. le Cardinal Verdier. »

Ces lignes exprimaient la plus exacte vérité.

Qu'on nous dispense de donner des détails sur la démarche que fit le général de Castelnau, après lecture de *Sept*, et sur la lettre qu'il reçut du Cardinal. Ce serait trop pénible d'insister.

La conclusion de cette triste affaire fut donnée par S. E. le Cardinal Liénart, très au courant de tous les faits :

« *L'hebdomadaire Sept et La Vie Intellectuelle*, dirigés par les RR. PP. Dominicains, ayant été l'objet d'accusations aussi graves que tendancieuses de la part de certaines autres publications catholiques, S. E. le Cardinal Verdier a fait paraître une note qui rappelle en termes très clairs la pensée de l'Eglise sur de tels incidents. »

Dans sa loyauté, le Cardinal Liénart ajoutait : « *Le Cardinal évêque de Lille fait sienne cette déclaration.* »

« SEPT » ETAIT-IL APPROUVÉ PAR ROME ?

Tout permettait de le croire.

D'abord le fait que le P. Bernadot n'avait fondé le journal que sur la demande du Souverain Pontife. Nous pourrions résumer plusieurs conversations de personnages importants qui ont rapporté plusieurs fois aux collaborateurs de *Sept* les encouragements des plus hautes autorités de l'Eglise. Mais ce sont des choses privées. Tenons-nous en à quelques faits publics.

La lettre du Cardinal Pacelli.

A propos du septième anniversaire de la *Vie Intellectuelle*, en octobre 1935, la direction de la revue adressa un rapport au Saint Père. Si nous avons gardé bon souvenir de nos conversations avec les collaborateurs de la maison, nous pouvons dire que ce rapport résumait l'activité de la revue durant les sept ans écoulés. *La Vie Intellectuelle* s'était toujours efforcée de maintenir dans son originalité la formule de sa fondation : être une revue générale de doctrine et d'action ouvertement et uniquement dévouée au Saint-Siège, sans s'inquiéter de ménager des positions acquises et les préjugés de trop de catholiques. On rappelait ensuite la fondation de *Sept*, sur le désir du Saint Père, et son succès croissant.

Le 20 décembre 1935, Pie XI adressa sa réponse par le Cardinal Pacelli :

« Mon Révérend Père,

Votre intéressant exposé concernant l'œuvre de *La Vie Intellectuelle* au cours des sept premières années de son existence met en parfaite lumière les nobles buts que vous poursuivez par cette publication, qui est née pour interpréter et défendre la doctrine de l'Eglise, et reste fidèle à son programme malgré les difficultés de la tâche.

Heureux de constater l'intelligente activité de la revue et les fruits de bien qu'elle a eu la satisfaction de recueillir dans les différents milieux où il lui a été donné de pénétrer, le Saint Père aime à profiter de la date de cet anniversaire pour vous féliciter de votre activité, pour encourager vos efforts, pour vous soutenir tous dans vos labeurs par Sa toute paternelle bénédiction. »

Nous avons immédiatement remarqué que la lettre du Cardinal ne parlait pas de *Sept*, et nous en faisons la remarque au P. Bernadot qui nous dit le motif de ce silence. C'est d'ailleurs le Nonce qui en donna le motif en remettant la lettre au directeur : « Si *Sept* n'est pas nommé, c'est qu'il n'est pas dans les habitudes du Saint-Siège d'approuver un journal. Mais soyez tranquille : le Saint Père est content. Ce sont toutes vos publications qui sont approuvées par cette lettre. Personne ne s'y trompera » (1).

La lettre du P. Frey.

Sous le titre : *Les inquiétudes de Pie XI*, l'hebdomadaire *Aux Ecoutés*, le 22 août 1936, publia l'entrefilet suivant, qui fit du bruit :

« Le Père Frey, supérieur du séminaire français à Rome, qui vient de parcourir plusieurs diocèses de

(1) Nous nous excusons encore de livrer au public une conversation privée et les secrets livrés par l'amitié; mais les intérêts mis en cause par la suppression de *Sept* sont trop graves pour que nous soyons tenus au silence.

France, a fait à quelques-uns de ses amis des confidences particulièrement importantes sur la pensée politique actuelle de Pie XI. Il a déclaré, qu'avant son départ de Rome, le pape lui avait tenu des propos pessimistes.

Le Saint Père, a affirmé le P. Frey, s'inquiète beaucoup de la mentalité du jeune clergé de France. Il sait que plusieurs prêtres ont voté et fait voter pour le Front populaire, ou bien qu'ils ont recommandé l'abstention. C'est inadmissible, a déclaré le Souverain Pontife. Pie XI envisagerait même l'interdiction de *Sept* (hebdomadaire catholique de gauche) qui ne pourrait plus être lu dans tous les séminaires. »

Mais le P. Frey s'empressa d'envoyer au directeur de *Sept* la lettre suivante au sujet de cet entrefilet :

« Ce n'est qu'un tissu d'inventions. Pour ce qui concerne *Sept*, je puis dire que jamais, dans les audiences que j'ai l'honneur d'avoir, il n'a été question de *Sept*. Jamais non plus je n'ai vu « envisager » par personne, ni à Rome ni ailleurs, « l'interdiction » dont il est parlé... »

Bon serviteur de l'Eglise, vous avez la confiance entière des autorités ecclésiastiques, et cela suffit à tout catholique ».

L'audience pontificale du 23 septembre 1936.

A l'occasion du deuxième Congrès de la presse catholique, les amis de *Sept* eurent la pensée d'organiser un pèlerinage à Rome. Pendant deux mois, *Sept* parla de ce pèlerinage et annonça les intentions des pèlerins : porter au Souverain Pontife l'hommage des Amis de *Sept* et l'assurance de leur respectueuse et filiale obéissance. Personne ne pouvait s'y tromper.

Sept raconta l'audience dans son numéro du 2 octobre 1936. Nous résumons cet article. Le Saint-Père vit longuement le P. Bernadot. Celui-ci l'entretint

des revues publiées par sa maison, *Sept* y compris. Et comme sur le point de se retirer, il demandait une bénédiction pour les lecteurs, le Pape exprima son désir de les voir en particulier, car l'action entreprise par la maison n'est pas une action banale : *« Vous faites une œuvre profonde et capitale. »*

Le P. Bernadot ayant fait une allusion aux attaques dont ses revues sont trop souvent l'objet, le Saint-Père lui dit :

« Ne soyez pas étonné si vous êtes attaqué. C'était inévitable, car vous faites une œuvre en profondeur. Surtout ne vous découragez pas devant ces attaques. Continuez à éclairer les intelligences. Dites à vos collaborateurs que Nous les bénissons de tout cœur, et qu'ils ne se découragent pas. »

Le Saint-Père reçut ensuite le groupe des Amis de *Sept*. Il commença par leur dire : *« Cette audience n'est pas comme toutes audiences »*, puisque, lecteurs ou collaborateurs des revues de Juvisy, ils ont fait leurs les préoccupations les plus hautes de l'Eglise.

Pendant un quart d'heure, le Saint-Père leur adressa une allocution d'un ton tout simple, très paternel, empreint d'une grande bonté. Il leur donna ensuite à chacun une image « en souvenir de leur filiale visite ».

Cette audience fut remarquée à Rome. *La Croix* de Paris en rendit compte, le 26 septembre, sous ce titre : *« Une audience remarquable. »*

« Parmi les audiences accordées par le Pape aux personnalités présentes à Rome, signalons celle du R. P. Bernadot, qui présenta au Saint Père un groupe de pèlerins, lecteurs de *Sept*, de *La Vie Intellectuelle* et de *La Vie Spirituelle*. Pie XI exprima son admiration et

ses encouragements paternels à l'égard des œuvres de Juvisy, si bienfaisantes dans le domaine de la formation catholique. »

Lecteurs et Amis de *Sept*, ne croyez-vous pas que, après ces divers témoignages, privés et officiels, les dirigeants de *Sept* pouvaient penser honnêtement qu'ils étaient approuvés par les chefs de l'Eglise ?

Et cependant, dix mois après, sans que jamais la moindre observation, le plus petit avis aient été donnés aux dirigeants de *Sept*, celui-ci était brutalement supprimé, par les agissements de Mgr Pizzardo.

Ce sont là des mœurs nouvelles dans l'Eglise.

COMMENT « SEPT » FUT SUPPRIMÉ

Les premiers bruits de la mort de *Sept* commencèrent à courir, à Paris, aussitôt le voyage de Mgr Pizzardo. Celui-ci, en revenant de Londres, s'arrêta plusieurs jours à Bruxelles. Il n'avait pas l'intention de s'arrêter à Paris. Sur les instances pressantes de S. E. le cardinal Verdier, il consentit à passer quelques rapides heures dans la capitale. C'était le 20 mai.

Comme on pouvait s'y attendre, ce séjour d'un des principaux prélats du Vatican fut l'occasion d'intrigues. Mgr Pizzardo vit plusieurs membres de la Droite, de cette Droite qui n'a qu'un souci, faire de l'opposition et démolir. Il vit entre autres M. Pozzo di Borgo et le général de Castelnau.

Dans les hautes sphères ecclésiastiques, le séjour du prélat fit naître des inquiétudes. Mgr Pizzardo était convaincu que la France était déjà communiste. A la dizaine de prélats et de prêtres qui étaient venus le saluer à la gare, il exprima sa très grande surprise de les voir en soutane et les remercia d'avoir risqué leur vie pour rendre hommage au représentant du Pape ! Il craignait que les bandes communistes se jetassent sur ces prêtres qui attendaient son train ! On fut étonné de ces propos. Mgr Pizzardo pensait que si le Front populaire n'a pas encore produit en France la persécution reli-

gieuse, comme en Espagne, c'est que le clergé se laisse entraîner à la sympathie pour le communisme. *Sept* était un des principaux artisans de cette défaillance du clergé.

Aussitôt Mgr Pizzardo reparti pour Rome, les bruits circulèrent dans Paris que *Sept* allait disparaître. Plusieurs personnalités ecclésiastiques, que nous pourrions nommer en parlèrent clairement. M. Pierre Tuc, chroniqueur de l'A. F., le sut aussi, comme il témoignait dans son journal du 30 août : « *Il y a plus de deux mois que personnellement j'avais appris d'une personnalité, bien placée pour savoir, que cette suppression (de Sept) était prochaine.* » *L'Intérêt français* le savait aussi.

Quelques semaines après, dans la première quinzaine de juillet, le cardinal Pacelli vint à Paris et à Lisieux. Son voyage triomphal retentit dans toute la France. Fait à noter, la suppression de *Sept* fut décidée à Rome durant son absence. Le Cardinal n'en fut informé que vers le 20 août. Mais plus fort encore : *Sept* étant violemment attaqué à Lisieux par *La France réelle*, le Cardinal Pacelli fit l'éloge de *Sept* devant tout un groupe d'évêques.

On a souvent dit dans le public que le R^{me} P. Gillet, maître général des Dominicains, avait pris de lui-même cette mesure. En réalité, cette initiative ne lui appartient pas. C'est à la fin de juillet, que le maître général, qui était en France depuis plusieurs semaines, reçut le message de Rome qui lui enjoignait d'arrêter la publication du journal.

Les Pères dominicains qui publiaient *Sept* auraient souhaité que le maître général put regagner Rome, tenter un dernier effort et essayer de sauver le journal. Malheureusement, le P. Gillet ne put

faire ce voyage : il devait se rendre à Aix-les-Bains prendre les eaux, et une importante cérémonie l'attendait dans cette ville : le 13 août, le Conseil municipal le nommait « citoyen d'honneur d'Aix-les-Bain » ; le curé annonça solennellement à ses paroissiens ce rare fait, à la messe du 15 août, « où l'on eût peine, raconte *La Croix*, à réprimer les applaudissements ».

La saison d'Aix finie, le P. Gillet regagna Rome. Le 24 août, il envoya un télégramme : « Arrêtez *Sept* pour raisons économiques. »

Cette même semaine, l'hebdomadaire politique *Choc*, qui venait d'entamer sa violente campagne contre le colonel de la Rocque, publiait un long article du Maître général des Dominicains. Un nouvel article, sous la même signature, parut le 30 septembre. Tout cela éclairait la mesure prise contre *Sept*.

Aussitôt le télégramme reçu, les Pères de *Sept* rédigèrent l'article : *Adieux à nos lecteurs*. Pour se conformer au télégramme romain, ils annonçaient la disparition de *Sept* « pour raisons économiques » (qui étaient réelles, mais insuffisantes) ; ils se plaignaient du régime de délation dont ils étaient victimes. Cet article provoqua d'ailleurs à Rome un vif mécontentement, sans doute parce que les rédacteurs s'étaient permis de rappeler les approbations du Souverain Pontife et les encouragements répétés d'une bonne partie de l'épiscopat français.

« SEPT » ET LA PRESSE

CEUX QUI SE SONT REJOUIS

Est-il besoin de les nommer ? *L'Action française* et tous journaux qui s'inspirent de leur esprit : *L'Intérêt français*, *la France réelle*, *le National*, *l'Avenir du Loir-et-Cher*, *la Vendée*, *Je suis partout*, *Choc*, *le Nouveau cri*, etc.

Cette joie était bon signe pour les Amis de *Sept*. Que les succédanés de *l'Action française* se soient réjouis, il fallait s'y attendre : c'était une importante victoire que la disparition de *Sept*. La maison qui publiait le journal avait mené, selon les indications romaines, une lutte constante contre l'esprit d'Action française. Le directeur de *Sept* avait publié, avec d'autres collaborateurs, trois volumes contre *L'Action française*, et l'un d'eux avait été loué par le Souverain Pontife.

Et maintenant un désaveu de Rome !

C'était la joie parfaite !

Aussi ces diverses feuilles, dont quelques-unes ont mené une campagne abominable contre le Pape (« le pontificat le plus allemand de l'histoire ») et contre le « Nonce-espion » ont manifesté et manifestent encore un vif contentement.

Pour les catholiques, cela n'a pas d'importance. Ces journaux sont les ennemis acharnés du Pontificat actuel. *L'Action française* est inscrite au catalogue de l'Index. Cela dit tout.

Nous nous permettons une seule remarque. Plu-

sieurs de ces journaux ont écrit que M. Blum avait offert à *Sept* 100.000 francs sur les fonds secrets. Nous avons pris nos renseignements à bonne source, et nous pouvons affirmer, de la manière la plus catégorique, que jamais, d'aucune manière, ni directement, ni indirectement, ni par écrit, ni oralement, M. Blum n'a offert ni 100.000 francs, ni même un centime à *Sept*. Il faudra que ces journaux inventent une autre calomnie.

LA PRESSE CATHOLIQUE

Il est impossible de citer tous les journaux catholiques qui ont parlé de la disparition de *Sept*. Nous n'avons pas d'ailleurs toutes leurs coupures. Tous exprimèrent la stupeur devant l'événement et une peine profonde. Nous citerons seulement quelques journaux de diverses régions de France. Ce fut partout un regret unanime.

C'est *La Croix* de Paris qui en parla d'abord, le 28 août. Son article plein de sympathie fut reproduit par de nombreux journaux :

« ... Cette nouvelle nous attriste parce que la disparition d'un organe catholique, vivant, ardent, qui avait fait de magnifiques conquêtes dans les milieux intellectuels notamment, ne peut que causer à des catholiques d'action une peine profonde; elle nous attriste parce que nous avons bien souvent admiré l'enthousiasme généreux des religieux et des laïques qui dirigeaient et rédigeaient *Sept* et qui s'étaient mis au service de l'Eglise et des directions pontificales. »

De *La Croix* de Lille, ces lignes pleines d'une chaude sympathie :

« Fondé par des Pères dominicains, habiles, éclairés, instruits, brûlants de zèle pour servir leur pays et la

société que menacent les ignorances, les préjugés et les vices des hommes, *Sept* était rédigé par un groupe de catholiques de premier plan, d'une valeur toute exceptionnelle — l'élite des jeunes écrivains catholiques — qui sont l'élite de la pensée française actuelle.

Ici et là un optimisme ardent, une confiance enthousiaste, une allure de conquérants. Ici et là, une foi à transporter les montagnes — les montagnes de difficultés qu'il a fallu subir depuis la fondation. Ni cet esprit généreux, très ouvert, très moderne; ni l'amour passionné de la France et de ce qui est susceptible d'unir les Français; ni, dans l'angoisse et le désarroi de l'heure, la soumission absolue aux directives de salut, aux enseignements de l'Eglise et du Pape; rien n'y a fait : les catholiques de France, en dépit des appels répétés et angossés, sont demeurés indifférents ou distraits...

Je vous dis que ce fait est gros de signification, et qu'il est très grave.

Pessimistes, mes frères, vous attendez chaque jour la catastrophe... La catastrophe, la voilà ! »

Du *Petit Valenciennois*, 5 septembre :

« L'admirable hebdomadaire qu'était *Sept* vient de disparaître. L'événement a été accueilli par beaucoup de militants catholiques avec une véritable stupeur... Mais les difficultés matérielles — disons-le puisque c'est vrai — ne sont pas les seules causes de cette catastrophe. *Sept* disparaît aussi parce qu'il s'est trouvé en butte aux attaques de personnalités qui auraient dû le soutenir... »

Du *Nouvelliste* de Rennes :

« ... La disparition de *Sept* ne peut être enregistrée sans émotion par la presse catholique, dans les rangs de laquelle elle va creuser un vide incontestable.

« *Sept* remuait des idées, et c'est le premier hommage à lui rendre qui, à notre sens, n'est pas minime. Il en résultait forcément que, dans les domaines où la discussion est libre, on pouvait parfois se trouver en désaccord avec lui, dans les milieux catholiques auxquels il s'adressait, au-dessus des partis. Notre confrère n'avait d'ailleurs pas la prétention, il l'a souvent répété, d'imposer ses façons de voir.

« En tous cas, il est un terrain sur lequel tous les catholiques pouvaient se rencontrer avec *Sept*, c'est celui de l'Action catholique, sur lequel il combattait avec une vaillance et une intelligence auxquelles il convient de rendre hommage.

« Par la valeur de ses articles, par leur présentation moderne, par l'intérêt de ses enquêtes, *Sept* avait forcé l'attention de tous les milieux intellectuels et il ne put être indifférent aux catholiques militants, surtout aux journalistes, qu'il ait attiré sur la grandeur et la fécondité de l'idéal religieux le salut de l'épée des adversaires ou le coup de chapeau des soi-disant neutres.

« Dans le monde intellectuel *Sept* avait conquis largement sa place et mettait toujours à l'honneur la doctrine et la morale de l'Eglise.

« Il est infiniment regrettable qu'au moment où les champions de l'erreur multiplient leurs tribunes, ceux de la vérité voient les leurs se raréfier. »

De *La Défense* de Brive, sous le titre : *La lumière qui s'éteint* :

« C'était un journal propre et probe, un journal libre et courageux, un journal intelligent et chrétien, ce qui le distinguait de beaucoup d'autres. Chaque semaine il apportait à son public — un large public

de croyants et d'incroyants — une vue sereine de l'actualité, un jugement impartial des hommes et des choses, une doctrine solide et assimilable, une vraie lumière. Cette lumière vient de s'éteindre : *Sept* ne paraît plus.

« Pourquoi ? Parce que *Sept* avait eu le malheur de se faire des ennemis. Car on se fait des ennemis en proclamant injuste une guerre injuste, — et *Sept* avait eu des doutes sur la guerre d'Ethiopie. On se fait des ennemis en proclamant qu'il y a des « maîtres inhumains » — et *Sept* avait trouvé légitime le principe des quarante heures et des congés payés. Surtout on se fait des ennemis en proclamant qu'il n'y a qu'un seul Sauveur, le Christ Jésus, — et *Sept* avait refusé d'emboîter le pas derrière les sauveurs d'occasion. *Sept* avait donc des ennemis nombreux, influents, inexorables. Plaie d'argent est parfois mortelle, plaie de haine l'est souvent.

« Le plus triste, c'est que parmi ces « éteigneurs » de lumière aient figuré des catholiques qui prenaient (ou feignaient de prendre) pour du communisme la doctrine sociale chrétienne propagée par *Sept*. Il y a toujours des moutons qui prennent le chien du berger pour le loup, mais ceux-là, un jour ou l'autre, le véritable loup les mange. »

Du *Mémorial de la Loire*, 29 août :

« Ce journal hebdomadaire qui avait pris depuis trois années un si grand développement et qui avait suscité autour de lui de si nombreux dévouements, annonce qu'il cesse de paraître... On regrettera d'autant plus la disparition de *Sept* que, sous la direction des religieux dominicains, il apportait chaque semaine à des milliers de lecteurs une doctrine sûre,

un enseignement fidèle aux enseignements pontificaux et un esprit véritablement chrétien.

« Au milieu des batailles politiques et de l'agitation des partis — en dehors desquels il se tenait — il faisait entendre une voix toujours inspirée par la charité libre chrétienne et la fidèle évangélique.

« A notre époque, il n'est pas facile d'échapper aux pressions, aux tentations, aux étouffements et aux difficultés. *Sept* tombe sur la route emportant nos espoirs et nos regrets. »

Du *Petit Montagnard* de la Drôme :

« Ce n'est pas sans une profonde émotion que nous avons appris la disparition de *Sept*, dirigé par les Pères dominicains... Les adieux de *Sept* à ses lecteurs et amis laissent deviner une grande tristesse. Les efforts de cette pléiade de religieux et de laïcs éminents ont-ils toujours été bien compris ? N'a-t-on pas dénaturé leurs intentions trop souvent ? C'est la rançon fréquente de l'activité généreuse et pure d'être vouée à de tenaces inimitiés !... »

« A *Sept* notre journal rend sa reconnaissance et son attachement. Les œuvres peuvent disparaître : il y a des germes bienfaisants, et même des floraisons qui leur survivent. »

Du *Petit Démocrate*, 5 septembre :

« Un beau, grand et fier journal catholique, voilà ce qu'il fut. Sa mort touche d'autant plus ses adversaires, et surtout ses amis, que sa courte trajectoire demeure brillante et qu'une croissante influence lui semblait promise... »

De *La femme dans la vie sociale*, sous le titre : *Une tristesse* :

« *Sept*, d'une façon tout à fait inattendue, annonce sa disparition. Et c'est bien pour *La Femme dans la vie sociale* et l'U. F. C. S. une vraie, une profonde tristesse. *Sept*, un peu en avant-garde, réalisait un bien profond. Combien ont été gagnés par lui à l'action sociale catholique. Combien de non-croyants ont été rendus sympathiques à la foi chrétienne, aux enseignements de l'Eglise en en comprenant le rayonnement... »



Du *Sel*, septembre :

« ... *Sept* n'avait pas que des amis.

« Un peu par sa faute et beaucoup par son grand mérite.

« Son grand mérite ? Il fut de travailler efficacement, même avec un élan splendide et un exemplaire courage, à nous proposer une claire image du catholicisme, avec toutes ses exigences acceptées par amour, et aussi toutes ses libertés.

« Son grand mérite, il fut de vouloir désolidariser l'Eglise, en France, de tout ce qui n'est pas l'Eglise, et particulièrement de quelques-unes de ces amitiés intéressées, quelques-uns de ces commerces douteux par quoi d'innombrables et divers marchands du Temple essayaient d'attirer à leurs boutiques, comptoirs, ligues ou partis de braves gens abusés par l'enseigne.

« Ce mérite-là, vous le pensez bien, gênait trop de monde pour qu'il puisse être supporté...

« *Sept* était une nouvelle porte ouverte sur la grande Eglise, par où l'air passait et le soleil, et l'amour et la joie. Une foule entraînait déjà par là, qui n'était pas faite que de fidèles et d'habituels.

« Aujourd'hui la porte est refermée. »

LA PRESSE DE GAUCHE

Elle s'est occupée de *Sept*, elle aussi. Quelques journaux se sont indignés de la disparition d'un des seuls journaux sociaux de l'Eglise. D'autres se sont véritablement amusés — à juste titre semble-t-il — de la « stupidité » des catholiques ruinant leur hebdomadaire le plus influent. Voici de rares extraits :

De *Syndicats*, 9 septembre, sous le titre : *Que se passe-t-il dans l'Eglise ?*

« Le vendredi 27 août a paru le dernier numéro du journal *Sept*, dirigé par un groupe catholique — par les Dominicains a-t-on pu dire. Tout en étant foncièrement catholique, ce journal diffèrait sensiblement des journaux réactionnaires. Il avait un sens social. Il ne se faisait pas le soutien du capitalisme.

Ses thèmes favoris étaient puisés aux dernières encycliques où l'injustice sociale a été fortement dénoncée. Dès cet instant *Sept* était condamné. Il disparaît donc. C'est le triomphe dans l'Eglise des tendances représentées par des hommes comme de général de Castelnau, qui appartient à la pire des réactions...

Si l'Eglise prend de telles positions, comment pourrait-elle, ensuite, se plaindre des coups qui lui sont portés ? »

De *La Dépêche* de Rouen, 6 septembre :

« L'organe catholique *Sept* a fermé ses portes.

Difficultés d'ordre économique, explique-t-il. C'est possible. Les temps sont durs aux journaux. Mais « *Sept* » était aux mains des Dominicains. Ce sont des novices qui peuvent être pauvres individuellement, mais ne doivent pas l'être collectivement; si la publication avait été, en haut lieu, reconnue désirable, tenez pour certain qu'on ne l'eût pas laissé choir.

On ne représentera pas le défunt *Sept* comme un or-

gane acquis aux idées qualifiées couramment « de gauche » et ardent au combat républicain. Cependant, il s'efforçait vers un libéralisme distingué et ne criait pas « raca » sur tout ce qui pouvait fortifier la Démocratie. Il avait publié certaine interview de Léon Blum, et les dévotes de sacristie en avaient été scandalisées.

Cette tentative de s'évader de la politique étroitement conservatrice qui est malheureusement celle de tous les catholiques militants et cotisants ne lui a pas été pardonnée. *Sept* ne le dissimule pas dans une lettre d'adieux attristée. On perçoit assez clairement, à travers ses plaintes, la trace de ces campagnes haineuses, perfides, hypocrites et féroces, comme savent les conduire les pieux ecclésiastiques...

Sept est mort : C'est peut-être tant pis pour l'Eglise. C'est certainement, en tout cas, le triomphe de la bêtise :

*La bêtise au front de taureau
Du général de Castelnau. »*

De *Vendredi*, sous le titre : *Tartuffe gagne :*

« Notre confrère *Sept*, organe hebdomadaire des Dominicains, vient de succomber. C'était un journal loyal et courageux. D'un courage allant sans doute jusqu'à la témérité, puisqu'il est mort des blessures qu'il a reçues.

Il ne dissimule d'ailleurs pas les raisons de sa mort.

Depuis son origine, il était en butte aux plus violentes attaques de la part de certains puissants pseudo-catholiques de droite qui lui reprochaient l'honnêteté de vues à laquelle il s'efforçait. « Il s'exerce depuis des mois dans l'Eglise — écrit *Sept* — des campagnes soit publiques, soit dissimulées, qui témoignent d'une assez méprisable conception de la vie chrétienne... » Et ailleurs : « Cette transcendence de l'Eglise par rapport à toute formation politique, ce refus catégorique de la faire servir à des fins partisans, voilà les motifs des plus violentes attaques... S'il est impossible d'y accomplir le

service du Christ sans rencontrer de telles hostilités, il vaut mieux disparaître. C'est ce que nous faisons ».

Tartuffe ne désarme pas. Qui refuse de prendre parti — et son parti — est déclaré partisan, et ennemi de l'Eglise. L'Espagne nous a montré les tragiques conséquences de cet « enrôlement forcé », de la duplicité qui se sert de l'Eglise pour la mieux trahir du dedans. La disparition de *Sept* prouve qu'en France aussi, Tartuffe règne et qu'il est puissant. »

De *Terre Nouvelle*, octobre, sous le titre : *La « fascination » de l'Eglise* :

« ... La condamnation de *Sept* montre que le Vatican reste fidèle à sa politique pro-fasciste. Vouloir que les catholiques soient au-dessus de la mêlée, ne participent pas aux luttes des Fronts ennemis — et c'était l'attitude préconisée par les Pères de Juvisy — est considéré par le Vatican comme une volonté condamnable. « Il faut être contre le Front populaire, « disent les milieux pontificaux, parce que les communistes y sont et que la lutte contre le communisme est le premier devoir des catholiques. Au « reste, avez-vous vu le Saint-Père conseiller aux « catholiques d'Espagne de ne pas participer à la « guerre civile ? Vous savez bien que Pie XI et nous-mêmes considérons que la place des catholiques « est aux côtés de Franco. La place des catholiques « de France est donc dans les ligues nationales, anti-communistes, et *Sept* est grandement coupable « d'avoir dit le contraire... »

« Il est certain que *Sept* a été sacrifié à la politique vaticane qui s'élabore. Il fallait faire taire ceux qui exprimaient une autre conception de l'action catholique...

« Qui donc libérera l'Eglise ? Faut-il désespérer

des catholiques et de l'Eglise ? Eh quoi ! voilà un groupe de religieux dominicains, soutenu par une grande partie de leur ordre, par une grande partie également de la Compagnie de Jésus et par une large fraction de l'épiscopat et du clergé français, qui se donne pour mission de soustraire l'Eglise aux dominations politiques diverses, de la libérer du monde pour la donner au Christ et qui, dès la première attaque importante du camp adverse, capitule sans résistance...

« N'avez-vous pas compris, religieux de *Sept*, le rôle que la Providence vous réservait ? Vous venez d'être infidèles au Christ dans l'action. — Votre vœu d'obéissance ? — Je ne l'oublie pas, et je vous dis que vous venez de désobéir à Dieu, votre seul Maître général, en ne répondant pas *jusqu'au bout* à l'appel du Christ.

« Le christianisme est la religion de l'héroïsme. Où sont les héros dans l'Eglise ? »

Terminons par le *Canard Enchaîné* qui dit, en riant, quelques vérités :

Crosses en l'air.

Sept, l'hebdomadaire des Dominicains de Juvisy, a cessé de paraître.

— Des difficultés matérielles ! dit la pieuse rédaction. Tu parles ! Comme si les Dominicains n'avaient plus d'oseille.

En vérité, *Sept* a été condamné par le Saint Père, sur l'insistance du *Ghésu*. *Sept* était à gauche. *Sept* avait publié une interview de Léon Blum. *Sept* avait parlé de Guernica.

C'est tout cela qui a été condamné, en bloc.

Le Père Bernadot, son directeur, s'en ira enseigner les déclinaisons en quelque collège des Pères, en province — et ce ne sera pas sa première disgrâce.

On fera comprendre aux évêques protecteurs de *Sept*, et notamment à Mgr Feltin, de Bordeaux, qu'ils ont quitté la bonne voie et qu'il convient de se rallier au vainqueur de Morhange, le général de Castelnau.

Entre Généraux.

Car le général est allé à Rome, souvent, se plaindre des Dominicains et... du cardinal Verdier.

M. de Castelnau a été soutenu par les bataillons des Jésuites et leur général.

Il a, de plus, reçu un appui inattendu du Révérendissime Père Gillet, général des Dominicains.

Car le Père Gillet est aussi réactionnaire qu'un Jésuite. Car le Père Gillet veut entrer à l'Académie française, tout comme Mgr Baudrillart.

Le Père Gillet a trahi son ordre et ses Pères, qui se lamentent et disent :

— Nous avons un général chinois. Il a vendu ses troupes.

LA PRESSE ETRANGERE

Il nous paraît utile de donner quelques extraits de la presse étrangère. Il n'est pas rare que cette presse juge des événements de l'Eglise de France avec plus d'impartialité que la presse française, celle-ci étant prise par la passion politique. Nous citerons seulement un journal de Vienne et quelques journaux de nos voisins, les Belges et les Suisses.

A titre de curiosité, nous traduirons l'article d'un grand journal italien : nos lecteurs pourront y voir la mauvaise foi fasciste et comment les catholiques italiens sont informés de l'action des catholiques français.

De *La Reichspost* du 10 septembre, de Vienne :

« Il y a longtemps qu'aucun événement n'a éveillé dans le monde journalistique français un écho aussi

puissant que la disparition de *Sept*. Dans le catholicisme français, et aussi dans la politique française, le journal des Dominicains de Juvisy a tenu une place comparable à celle de *L'Avenir* et de *L'Univers* qui, au XIX^e siècle, menèrent, avec les armes de la presse, le combat spirituel pour l'indépendance de l'Eglise. Comme *L'Avenir* et *L'Univers*, *Sept* fut violemment combattu. Comme eux il réunit une légion de talents. Ses intentions furent aussi droites et son influence aussi considérable que celle des grands écrivains et des hommes politiques qui se groupèrent autour de Lamennais et de Veuillot... »

De *La Terre wallonne*, octobre :

« Il y a trois ans, les Dominicains de Juvisy, qui sont actuellement à l'avant-garde du mouvement intellectuel catholique français, lançaient un hebdomadaire, *Sept*, destiné à atteindre le public chrétien désireux d'information et de culture, mais qui n'avait pas le temps ni la préparation voulue pour lire leurs grandes revues, *La Vie intellectuelle* et *La Vie spirituelle*.

« Cet hebdomadaire illustré, sans élégance et sans prétention, mais extrêmement vivant, avait connu une ascension, une expansion croissantes.

« Une équipe assez brillante de laïcs y donnait des chroniques littéraires, artistiques, musicales, des études sociales, économique. On y retrouvait les grandes vedettes : Claudel, Mauriac, Bernanos, Maritain... Mais il y avait surtout là ces travailleurs honnêtes, beaux lettrés indépendants dont P.-H. Simon et Etienne Borne sont les modèles. Des honnêtes gens. Ce n'est pas si courant. Le but de la revue tenait

en trois mots : s'efforcer de servir la vérité. Cela non plus n'est pas si courant.

« En pleine prospérité, en pleine bataille (car ce journal qui donnait la parole à chacun, qui permettait, en toute question, aux points de vue les plus opposés de s'exprimer, était le centre permanent des plus brûlants conflits idéologiques et des plus passionnants débats), *Sept* disparaît, frappé à mort.

« L'abonné fidèle brise la bande d'envoi, comme d'habitude, et, sans que rien l'ait pu faire prévoir, trouve un *Adieu à nos lecteurs* dont le moins qu'on puisse dire est qu'il met les larmes aux yeux.

« Larmes de colère, d'indignation, de dégoût.

« Cet *Adieu* a beau invoquer, en première phrase, les difficultés économiques : *Sept* eut pu nous épargner ce pieux mensonge, car personne ne s'y trompera. Il suffit de lire plus loin...

« Je préfère le dire tout de suite : nous étions quelques-uns à ne pas donner à *Sept* une adhésion sans réserve. Si libre, si courageux, si original qu'il fut parmi les publications catholiques, si ouvert aux grandes questions de l'heure et au drame éternel du monde, *Sept*, inspiré et en partie rédigé par des religieux, muni de l'Imprimatur, pouvait aller très loin, certes, mais ne pouvait dépasser une certaine limite. Il est des consignes de silence et d'opportunité qu'on n'enfreint pas impunément.

« Nous disions souvent : *Sept* creuse, aussi loin qu'il peut, sa tranchée à travers le désordre établi; il lutte autant qu'il peut, mais ce n'est pas encore ça, tant s'en faut !

« Nous regrettons certaines timidités, certains silences, certaines adhésions trop peureuses ou gênées. Nous souffrions qu'après avoir tout bonnement

exposé, tout au début de la guerre d'Espagne la véritable doctrine catholique sur la soumission au pouvoir établi et sur le droit d'insurrection, ils eussent été contraints de se rallier à la thèse, unanimement « imposée » aujourd'hui, de « Franco sauveur de la civilisation du Christ », thèse mortelle contre laquelle nous protesterions jusqu'à notre dernier souffle...

« N'importe ! Nous disions : ils font ce qu'ils peuvent. C'est déjà énorme, quand on sait quelles épaisseurs d'inertie, quels murs de silence et d'intérêts, quelle mer d'ignorance ils doivent traverser.

« Et puis, ils publiaient tant de choses excellentes !...

« On est toujours le socialiste de quelqu'un, disait mélancoliquement Albert de Mun. Aujourd'hui, on est toujours le communiste de quelqu'un. Cette accusation de communiste a été lancée en toutes lettres par un journal italien à l'adresse des religieux de *Sept*.

« Et voilà la première leçon, pour nous, chrétiens, mes frères, de la chute de *Sept* : quoique soutenu par le Cardinal-Archevêque de Paris, par nombre d'évêques, encouragé publiquement par le Pape l'an dernier (audience de septembre 1936) *Sept* doit céder, doit disparaître. Si vous n'êtes pas aveugles et sourds, mesurez la puissance de ceux qui mènent le monde et *ne veulent à aucun prix de la vérité*.

« Deuxième leçon. Mgr Verdier l'a donnée quand il disait : à quoi bon vouloir essayer de contenter tout le monde ?

« A quoi bon les concessions ? Nous voyons à quoi elles aboutissent en politique internationale. Pour

avoir la paix on consent à l'injustice. On tolère les coups de force, et on a tout de même la guerre...

« *Sept*, comme le dit son noble *Adieu*, n'a eu qu'un but : servir l'Eglise. Nous lui demandons avec tristesse, conscients de notre hardiesse : le plus grand service que vous puissiez rendre à l'Eglise, la plus grande charité, n'était-ce pas de lui dire toujours, et complètement, et cruellement, la vérité, si dur que cela fut pour tous ? Vous n'auriez pas vécu trois ans, vous n'auriez peut-être pas vécu un an. Mais, destinés à la mort, vous seriez morts comblés. Et délivrés. Et vous nous eussiez comblés et délivrés. »

De *La Wallonie* de Liège, 19 septembre :

« La revue catholique française *Sept* disparaît. Difficultés matérielles ? Sans doute. Mais l'*Adieu aux lecteurs* contient des lignes qui en disent plus long... Une des rares revues qui défendaient l'esprit chrétien disparaît, tuée par l'Eglise.

« A méditer. »

Du *Vingtième Siècle* de Bruxelles, 8 septembre :

« ... Difficultés d'un autre ordre, plus graves, plus pénibles : l'opposition partielle, violente, et, pour tout dire, méchante de certains « bien-pensants ». *Sept* a défendu, pendant quatre années, le programme social de l'Eglise contre le marxisme, mais aussi contre les libéraux et les réactionnaires. *Sept* a éclairé ses lecteurs sur les devoirs de charité et de justice envers leurs frères de France et de l'Etranger. *Sept* a dit la vérité, simplement, franchement, à ses lecteurs. Au moment des bouleversements sociaux de 1936, *Sept* a fait un très large écho aux appels du Cardinal Verdier et a mis en garde les catholiques français contre de redoutables emportements. Grâce

aux évêques français et grâce à la vaillante équipe de *Sept*, la révolution sociale de 1936 ne s'est pas faite contre l'Eglise. *Sept* a fait et faisait œuvre bonne et nécessaire.

« Mais il a été l'objet des attaques les plus invraisemblables : on l'a présenté comme un organe « communiste chrétien », et nous connaissons telle personnalité catholique qui traitait l'équipe de *Sept* de « maffia » (1). En réalité, ces hommes aveugles ont renouvelé les erreurs des catholiques français du début du XIX^e siècle, responsables des désastres qui ont accablé l'Eglise en France.

« *Sept* disparaît... Nous le regrettons très vivement, pour les catholiques français privés désormais d'une arme efficace, pour nous-mêmes qui trouvions dans *Sept* des tendances, des aspirations, des attitudes très proches des nôtres. »

De *La Libre Belgique*, 29 août :

Sept annonce qu'il cesse sa publication.

Difficultés financières ? Raisons morales ? Qu'importe ! Le fait en lui-même vaut qu'on le commente.

Cet hebdomadaire vivant et substantiel avait tenté sur le plan catholique une œuvre de conciliation et de charité qui lui avait conquis déjà un large public. Ses attitudes furent souvent très discutées et peut-être, dans l'ardeur de son zèle, est-il parfois allé jusqu'aux imprudences. Mais personne ne pouvait nier son attachement à l'Eglise, son esprit profondément chrétien, son sens des besoins de la société moderne. Il a fait une très haute besogne de pénétration catholique et avait groupé autour de lui une admirable jeunesse.

(1) C'est le général de Castelnau, quand il faisait de l'esprit.

Je suis très à l'aise pour lui rendre hommage. Je n'y ai pas collaboré. J'ai estimé qu'il avait commis certaines erreurs de tactique. Mais je ne puis pas ne pas écrire qu'il laissera un grand vide, que l'expérience qu'il a tentée est une des plus riches de résultats que nous ayons connues depuis la guerre.

La leçon qu'il nous a donnée ne peut pas être perdue. Il a travaillé sur le plan d'une large conception de la vie chrétienne et de la vie moderne. Et peut-être faut-il regretter qu'il abandonne un certain terrain d'apostolat à des feuilles qui n'auront pas sa largeur d'esprit ni son élévation de pensée.

On sent plus que jamais en France le besoin de journaux et de publications catholiques qui poussent un peu plus loin que beaucoup ne le font les limites de leur champ d'action. *Sept* a été, à cet égard, un admirable pionnier. Avec un peu de recul, on jugera mieux l'intelligence de son initiative comme peut-être aussi de certaines de ses fautes. Raison de plus pour nous incliner devant lui avec reconnaissance et avec respect.

Du *Semeur vaudois*, 23 octobre :

Il y a quatre ans environ, il s'était créé un grand hebdomadaire catholique intitulé *Sept*, qui voulait montrer aux masses que le catholicisme s'intéressait activement aux questions sociales et n'avait nullement partie liée avec les partis de droite. Admirablement rédigé par les Dominicains, ce journal avait rapidement conquis une grande importance. Il était très lu par la jeunesse et exerçait une action étendue.

Brusquement, il y a quelques semaines, *Sept* annonça à ses lecteurs, par une lettre très noble et émouvante, qu'il ne paraîtrait plus.

Que s'est-il passé ? *Sept* avait cessé de plaire à l'autorité ecclésiastique qui craignait l'indépendance et l'influence de cet important journal.

Du *Courrier de Genève*, 29 août :

« ... C'est un groupement — et pas seulement un journal — en pleine vie que fauche la disparition de *Sept*.

« Les catholiques ennemis de *Sept* lui reprochaient de manifester une confiance excessive, allant jusqu'à l'imprudence, envers les partis de gauche et le gouvernement du Front populaire. Une interview de Léon Blum mit le feu aux poudres. On accusa les Dominicains de Juvisy de sympathies pour le bolchévisme. C'était les calomnier, car *Sept* a mené sans relâche campagne contre le communisme...

« L'hebdomadaire défunt se lisait avec intérêt, même quand on ne partageait pas les idées de ses collaborateurs. Sa disparition affectera profondément des milliers de catholiques et nous n'éprouvons, pour notre part, aucune joie à la signaler. »

De *La Semaine Religieuse*, Genève, 11 septembre, cet article lucide :

« Le catholicisme français vient d'être le théâtre d'un drame politico-religieux dont l'importance peut certainement être comparée à la fameuse « affaire » de *L'Action Française*. Les répercussions chez nous d'événements de ce genre sont toujours si intenses qu'il importe d'être au courant.

« Il s'était créé en France, il y a quatre ans environ, un grand hebdomadaire catholique intitulé *Sept*, dont le but était de montrer aux masses françaises que le catholicisme, sans être de gauche, n'avait non plus partie liée avec la droite, ainsi qu'on le lui reprochait dans de nombreux milieux. Ce journal, dirigé par les Dominicains de Juvisy et auquel collaboraient des journalistes comme Mauriac, Mari-

tain, Gilson, Bernanos, Gabriel Marcel, etc., avait rapidement acquis une grande popularité auprès de la jeunesse catholique française et devenait de plus en plus représentatif d'une partie importante du catholicisme français dont le mot d'ordre était : catholiques d'abord.

« Or voici que, brusquement, *Sept* a annoncé à ses lecteurs qu'il ne paraîtrait plus.

« Pourquoi ? C'est ici qu'il s'agit de savoir et de comprendre dans un esprit de profonde sympathie.

« Une longue lettre d'adieu, extrêmement noble et émouvante, commente cette disparition. Des motifs d'ordre financier sont mis d'abord en avant. Mais à qui lit la suite de la lettre, à qui connaît un peu les dessous du catholicisme français et à qui, enfin, a eu l'occasion d'avoir des renseignements sur cette disparition, il est absolument évident que tels ne sont pas les seuls motifs, que ce ne sont même pas les motifs les plus importants. Si *Sept* a disparu, c'est parce qu'il ne plaisait plus à l'autorité ecclésiastique.

« *Sept* tombe pour deux raisons :

« D'abord il est victime des intrigues de toute une partie de l'opinion catholique française, rattachée politiquement aux partis de droite. *Sept* tombe parce qu'il ne fallait pas qu'un organe catholique très influent, qui n'était certes pas de gauche, mais qui n'était pas non-plus de droite, vint brouiller le jeu de ceux qui espèrent lier à nouveau les destinées de l'Eglise en France à celles de la réaction politique.

« Mais *Sept* tombe aussi, il faut bien le reconnaître, victime de l'évolution des idées qui s'est produite à Rome depuis le temps où la papauté s'en

prenait à *L'Action française*. La fière doctrine de l'indépendance et de la suprématie de l'Eglise qu'on y enseignait alors et que *Sept* n'a fait en somme que chercher à mettre en pratique, a cédé peu à peu le pas devant des considérations d'opportunisme politique auxquelles *Sept* doit sa mort.

« Il y a vraiment quelque chose d'infiniment tragique à voir aujourd'hui s'amonceler sur les têtes des défenseurs de la transcendance de l'Eglise ces mêmes nuages noirs qui ont fondu naguère pour une raison inverse, sur celle de Maurras. »

La Nazione, 15 septembre :

Qu'on nous pardonne de citer, après cet article de si noble tenue, les lignes honteuses d'un grand journal italien. Il est bon que nos lecteurs se rendent compte des enseignements qui sont fournis aux catholiques italiens. Car ils n'ont que cette presse ! Voici l'article de *La Nazione* :

« Est morte, ces jours derniers, à Paris, de maladie obscure, *Sept*, revue gris-neutre, à peine âgée de quatre ans, née à Juvisy.

« La triste nouvelle a été annoncée par le père Jacques Maritain, l'oncle Daniel Rops, le cousin François Mauriac et les Conseils d'administration de *L'Aube*, de *Vendredi*, de *Ce Soir*, de *L'Œuvre* et du *Populaire*; et aussi par quelques religieux qui, par pur esprit humanitaire, pacifiste et neutraliste, s'étaient amoureusement occupés de l'instruction et de l'éducation de la petite défunte.

« En cette triste circonstance ont aussi pris le deuil de famille l'athée-juif-maçon Blum, auteur d'un livre édifiant sur le mariage; la sereine et im-

partiale rédactrice de *L'Œuvre*, Geneviève Tabouis; le rédacteur en chef de la communiste *Humanité*, Vaillant-Couturier, et toutes les loges du Grand-Orient.

« Aux funérailles les emblèmes catholiques seront mêlés aux emblèmes maçonniques et communistes... »



Document numérisé en 2016

CONCLUSION

Elle tient en quelques lignes :

Sept a été supprimé :

Non pas pour la doctrine qu'il exposait : c'était la doctrine de l'Eglise catholique;

Non pas pour sa doctrine sociale : c'était la doctrine des encycliques pontificales;

Mais

Parce que le général de Castelnau et les journaux italiens l'avaient accusé d'être favorable au communisme;

Parce qu'il a pensé que la guerre d'Ethiopie était une guerre injuste;

Parce qu'il s'est refusé de déclarer que le général Franco avait bien fait de soulever une épouvantable guerre civile.

La France catholique avait un journal d'avant-garde. Pourquoi a-t-il fallu que la politique poussât Monseigneur Pizzardo à le supprimer ?

C'est un grand malheur pour le catholicisme français.



TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
La fondation de <i>Sept</i>	2
Le but de <i>Sept</i>	3
La question de Briey.....	6
L'interview Blum.	29
<i>Sept</i> était-il approuvé par Rome ?.....	33
Comment <i>Sept</i> fut supprimé.....	38
<i>Sept</i> et la presse.....	41
Ceux qui se sont réjouis.....	41
La presse catholique.....	42
La presse de gauche.....	48
La presse étrangère.....	52
Conclusion.	63